

c'est le moment ou jamais d'exiger la République

LA V^e MALTRAITE LA DÉMOCRATIE

Dès sa fondation en 1958, le caractère antidémocratique de la V^e République a été dénoncé. Depuis lors, cette tare originelle n'a fait que se renforcer : d'abord avec l'élection du président au suffrage universel direct en 1962, puis avec le quinquennat en 2000 et l'inversion du calendrier électoral en 2001. Ces évolutions ont encore plus concentré le pouvoir entre les mains du « monarque républicain », achevant de déposséder le Parlement de ses prérogatives et restreignant la participation du peuple au minimum minimorum. Utilisé pour faire passer la réforme des retraites contre le Parlement et surtout contre la volonté populaire massivement exprimée, **le dernier 49.3 a été l'affront de trop**. Après un tel recul de la démocratie politique, la seule vraie démocratie qui nous reste tient à l'existence d'un système de garantie des droits au demeurant fragile et malmené.

LA V^e EST SANS ISSUE

L'effondrement des deux partis qui structuraient la V^e depuis ses débuts a fait place à un duel entre un Macron libéral-autoritaire et une Le Pen nationale-populiste qui se verrait bien profiter des pouvoirs exorbitants de l'actuel régime constitutionnel pour mettre en œuvre son projet fatal. Par contre-coup, les électeurs aux législatives ont sanctionné le parti présidentiel, qui ne détient plus la majorité absolue à l'Assemblée. Moins d'un an plus tard, la mécanique institutionnelle est paralysée. Remaniement, dissolution, élections... : en fait de remèdes, **la Constitution ne propose que des pis-aller**. Même en cas de censure ou de retrait du projet sur les retraites, la crise de régime ne serait pas refermée, une autre cause la rallumerait bientôt. La situation apparaît sans issue ; c'est le moment ou jamais d'exiger la VI^e République.

LA VI^e, C'EST LA POSSIBILITÉ D'UNE SORTIE DE CRISE ET L'ESPOIR D'UNE DÉMOCRATIE PLUS COMPLÈTE

Au point où nous sommes de la décomposition de la société politique, il n'est plus question de compter seulement sur le fonctionnement « normal » des institutions, en particulier sur la prochaine présidentielle, redoutable à plus d'un titre. Nous, citoyen-ne-s et travailleur-euse-s, ne croyons plus au mythe du président-monarque. Nous constatons que les règles du jeu ne nous permettent pas d'être représenté-e-s comme nous le devrions ni de **prendre part à l'élaboration des décisions qui nous concernent**. Nous aspirons à la justice sociale et écologique et savons que pour y atteindre il est nécessaire de construire une démocratie plus complète, où la délibération sera effective et où les commandes ne pourront plus être confisquées par une minorité privilégiée. Nous pressentons tout autant le danger qu'il y aurait à attendre plus longtemps ; la refondation doit avoir lieu ici et maintenant.

LA VI^e SERA CE QUE NOUS EN FERONS

La VI^e n'est ni un programme, ni un fétiche. Elle peut parler à tous les démocrates sincères. Elle s'inscrit dans une histoire profonde, celle de l'émancipation sociale, dont elle peut être une nouvelle étape. Ce que nous y mettrons est encore à écrire. Les tares de la V^e, les défauts trop connus des régimes dits « représentatifs » nous font déjà entrevoir ce que nous voulons et ne voulons plus : **suppression de la fonction de président de la République** élu au suffrage universel direct, rétablissement des **prérogatives du Parlement**, instauration d'**assemblées délibérantes permanentes tirées au sort** et du **référendum d'initiative citoyenne** constituant, législatif et révocatoire, etc. Les propositions sont nombreuses, diverses et complémentaires. Des collectifs citoyens travaillent à de nouveaux dispositifs constitutionnels. Il ne tient qu'à nous de nous les approprier en masse, d'en débattre, de les porter hardiment sur la place publique.

LA VI^e NE POURRA VENIR QUE DE NOUS

Dans ce domaine, il n'y a rien à attendre du pouvoir jupitérien. Comme toujours dans l'histoire, l'émancipation procédera d'en bas. En 2018-2019, la révolte des gilets jaunes a ramassé le drapeau de la souveraineté populaire ; désormais, c'est toute la société qui semble devoir s'en emparer. S'il faut une assemblée constituante, dans le cadre d'un débat national de refondation démocratique, les voies légales s'ouvriront le moment venu pour en permettre la survenance. Le référendum d'initiative partagée de l'article 11 alinéa 3 de la Constitution – tenté en 2020 pour ADP et en ce moment même pour nos retraites – pourrait être l'une d'elles. Avec l'inscription, dans le programme de la Nupes, du projet de VI^e République porté depuis de longues années par la France insoumise, un nouveau jalon a été posé. C'est maintenant au mouvement social, aux citoyen-ne-s et travailleur-euse-s de **faire de l'idée un mot d'ordre** afin que cette idée devienne réalité.

Les mesures antisociales, écocidaires, répressives et xénophobes produites quinquennat après quinquennat ne sont pas qu'une histoire de « politique politicienne », d'opinion, de majorité et d'élections.

Elles sont le fruit d'un régime de pouvoir qui, par sa conception même, et de plus en plus en pratique, exclut des processus de décision les classes populaires et les catégories invisibilisées de la population.

Qui veut des lois justes exige une vraie démocratie ;

Qui veut des lois justes exige la  République !

04/2023

vudelabutte.fr

contact@vudelabutte.fr